

Bulletin d'histoire politique

En conclusion: quelques commentaires

Robert Comeau



Volume 3, numéro 1, automne 1994

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063455ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063455ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Comeau, R. (1994). En conclusion: quelques commentaires. *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 103–105. <https://doi.org/10.7202/1063455ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

EN CONCLUSION: QUELQUES COMMENTAIRES

Robert Comeau

Université du Québec à Montréal

Ce colloque nous a permis d'examiner d'un peu plus près les rapports qu'ont entretenus avec le pouvoir politique les intellectuels québécois, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Ces quelques commentaires mériteraient sans doute d'être nuancés et approfondis s'ils contiennent quelques éléments de vérité. Ils soulèvent davantage des questions, peuvent amorcer certains débats et n'apportent surtout pas de conclusions définitives.

Premièrement, nos conférenciers ont voulu nuancer le sombre tableau de la période duplessiste qu'auraient décrit les analystes de la période post-1960. On a repris l'affirmation largement répandue que la période du duplessisme aurait été noircie par les baby-boomers de la génération lyrique pour mieux célébrer les succès de leur «Révolution tranquille». Cet aspect du discours révisionniste actuel nous amène à occulter ce passé conservateur, et à ne pas expliquer la faiblesse de la pensée libérale et laïciste. En fait, il ne s'agit là que d'un élément de la nouvelle interprétation révisionniste de l'histoire québécoise. Cette interprétation élaborée en réaction aux analyses critiques de Fernand Ouellet et de Maurice Séguin, veut maintenant présenter le développement politique, économique et culturel du Québec comme tout à fait «normal» et comparable à ce qui s'est fait ailleurs en Amérique du Nord. Depuis plus de vingt ans, des historiens québécois ont mis l'accent sur les similitudes, dans l'analyse comparée de l'industrialisation, de l'urbanisation ou des phénomènes démographiques. Aussi pour bien répondre à ceux qui accusaient de «retard» le Québec, on a exagéré le développement de la bourgeoisie québécoise (P.-A. Linteau) et on a exagéré le libéralisme québécois (F. Roy). On ne met plus l'accent sur les entraves au libéralisme après l'échec du rougisme. On n'explique plus la crise du libéralisme de la fin du XIX^e siècle. On sous-estime le projet de remplacement du libéralisme mis de l'avant par les forces cléricalo-nationalistes, depuis les encycliques sociales et le mouvement de restauration sociale de la fin du XIX^e siècle jusqu'au projet corporatiste discrédité à la fin de la

deuxième guerre. Alors que dans d'autres pays, face à la crise du libéralisme, le mouvement ouvrier a réussi à mettre de l'avant un projet socialiste ou réformiste, au Québec le catholicisme et le conservatisme de ses élites ont discrédité cette voie jusqu'aux années cinquante, décennie de transition.

Il est de bon ton de réduire l'importance de la rupture idéologique des années soixante. Plusieurs auteurs ont repris la thèse de l'historien J. Létourneau. Les historiens les plus conservateurs applaudissent maintenant à cette découverte: on voit même l'historien Pierre Trépanier se réjouir des propos de Jocelyn Létourneau... et faudrait-il identifier dans le discours duplessiste des «éléments progressistes» et faire naître la «modernité québécoise» à la fin du XIX^e siècle, alors que le libéralisme-conservateur triompherait! Il faudra revenir à cette question du révisionisme en histoire du Québec comme l'a bien formulé l'historien Ronald Rudin dans son article de juin 1992 dans la *Canadian Historical Review*.

Sur la contestation du libéralisme, par la gauche et la droite ultra-nationaliste depuis les années trente et quarante, il y a encore beaucoup à dire. Par exemple on ne connaît encore trop peu la pensée pétainiste au Québec entre 1940 et 1942 et son importance. Sans vouloir établir un esprit de procès ni stigmatiser les erreurs du passé par «rectitude politique», mais simplement pour comprendre ce passé québécois, il faudrait accepter d'ouvrir ce dossier sereinement.

On ne connaît bien peu ces hommes et ces femmes qui ont risqué gros au cours des années cinquante. On vient de découvrir Judith Jasmin. Bien d'autres sont restés dans l'ombre. Je pense à Jacques Perrault du *Devoir* ou de Jacques Cousineau, jésuite, dont l'ouvrage *L'Église d'ici et le social* nous indique que le credo libéral n'était pas alors largement répandu dans la société québécoise.

Madame Andrée Fortin a parlé de l'épuisement, ou même de l'échec du projet moderne. Les intellectuels de la modernité ont-ils épuisé leur rôle et devraient-ils laisser le champ culturel aux post-modernes, alors que le néo-libéralisme domine partout et que le cynisme et le relativisme viennent mettre en doute la légitimité des combats pour le laïcisme, l'indépendance nationale et la social-démocratie? Sommes-nous vraiment à l'étape post-moderne?

Enfin, je suis étonné de la grande discrétion des conférenciers concernant le courant marxiste, qui s'est déployé au cours des années soixante-dix. Lorsque Marcel Fournier analyse la revue *Chroniques* (1975), revue culturelle et politique «marxiste», il signale avec justesse que ses rédacteurs ont voulu combattre la «tendance nationaliste réactionnaire» et la «tendance

contre-culturelle». Il oublie de signaler que c'est aussi le courant marxiste-léniniste ou maoïste, qualifié d'extrême-gauche que *Chroniques* voulait combattre. Les militants de ces groupes étaient beaucoup plus nombreux et leurs textes circulaient davantage que ceux des intellectuels universitaires althussériens.

Ces universitaires marxistes ont retenu davantage l'intérêt des analystes que les militants gauchistes dont les organisations ou les discours de 1972 à 1982 n'ont pas encore été étudiés. Madame Fortin prétend qu'à la fin des années soixante, «ce qui importe, ce n'est plus tant l'action que la théorie» et que «la lutte ne se fait plus d'abord sur le terrain de l'action mais sur celui de la théorie». Il faudrait expliquer que pour les militants marxistes, il n'y avait pas d'action révolutionnaire sans l'acquisition de la théorie révolutionnaire. Si les militants multiplient les lectures théoriques, c'est qu'ils croient en l'efficacité de cette connaissance pour l'action, c'est-à-dire la transformation de la société. Pour certains, cela s'est limité à la «pratique théorique» qui s'est substituée à l'action politique. Il ne faudrait pas généraliser. Tous ne se réfugiaient pas dans le travail théorique. Beaucoup d'intellectuels québécois ont tenté de se lier aux groupes populaires et aux luttes ouvrières, même si cette tentative de se lier aux groupes opprimés et exploités n'a pas réussi. Souhaitons que des historiens à la suite de Pierre Milot poursuivent les recherches dans ce domaine.

Si monsieur Parenteau et madame Andrée Fortin ont fait allusion au marxisme, Daniel Latouche n'a pas dit un mot de l'opposition «de gauche» au projet péquiste. Daniel Latouche a rappelé l'importance pour le PQ d'avoir eu à sa naissance les organisateurs libéraux et ceux du Ralliement national. Un oubli de taille: le RIN. Sans ses militants il n'y aurait pas eu de PQ. Et Marcel Fournier ne s'est pas attardé au courant «indépendance et socialiste» mis de l'avant au cours des années soixante. Est-il encore trop tôt pour aborder ce passé qui semble si lointain?